



## **Les pratiques et enjeux de la professionnalisation de l'enseignement universitaire au Cameroun**

Colloque International, Liège - 22, 23 et 24 octobre 2014  
*La professionnalisation des études universitaires  
L'exemple de la traduction/interprétation*

**Richard OMGBA**

Doyen de la Faculté des Arts, Lettres et Sciences humaines de Yaoundé I  
Président de l'AFELSH)

Permettez-moi tout d'abord de vous dire mon émotion et mon plaisir à vous voir ici ce matin. Il n'a pas toujours été facile de surmonter les obstacles à votre venue, et c'est donc avec un immense soulagement que je peux maintenant m'adresser à vous.

Mon bref discours introducteur a pour ambition de retracer l'histoire 'afelshique' de la question que notre colloque se propose de traiter : La professionnalisation de l'enseignement universitaire, dans nos domaines d'études, cela va de soi. Pour cela, je partirai de mon expérience personnelle au sein de l'AFELSH.

Il y a quelque dix ans, une évolution majeure s'est opérée dans l'organisation des études en Europe : le processus de Bologne, fréquemment appelé LMD : licence – master – doctorat a vu le jour et il s'est rapidement imposé bien au-delà des frontières de l'Union Européenne. Dans ce contexte de mutation profonde, l'AFELSH a organisé en mai 2004 un colloque sur « l'harmonisation des études » à Saint Louis du Sénégal. Cette rencontre a été mon baptême du feu au sein de l'AFELSH, et j'ai pu y voir pour la première fois à quel point il était essentiel que les modifications de nos législations européennes soient clairement expliquées dans les pays avec lesquels nous entretenons des coopérations étroites. En effet, de la compatibilité des systèmes mis en place dépend la reconnaissance totale ou partielle des diplômes acquis, et dès lors elle conditionne la mobilité des étudiants du sud vers le nord au cours de leurs études ou encore la possibilité d'accéder à des bourses de recherches internationales, pour ne citer que quelques exemples qui nous parlent à nous européens – je n'évoquerai qu'en passant les effets locaux ravageurs de certifications qui ne sont pas reconnues par les instances internationales.

Très rapidement, il est apparu que, parmi les tensions que suscitait le projet LMD, il y en avait une d'une dimension toute particulière, qui est peu à peu devenue une compagne de tous nos travaux ultérieurs. Je la résumerai en une phrase : les modifications programmatiques en cours doivent-elles mener à une meilleure adéquation avec le marché du travail ou bien, au contraire, faut-il que les Facultés de Philosophie, Arts, Sciences et Lettres résistent à cette tendance utilitaire ? Cette question s'est même

muée en difficulté existentielle pour nombre d'adhérents, et en 2006 nous avons organisé un mémorable colloque à Sofia, dont le seul titre révèle l'état d'esprit du moment : « La place des lettres et des sciences humaines dans la société ». Au terme de la rencontre, un manifeste a été rédigé, qui rappelle notamment que le bénéfice de nos études ne se limite pas – bien loin de là – à préparer les jeunes à un métier donné. Ce manifeste, révélateur du trouble profond que Bologne avait suscité, a été transmis à diverses instances internationales. Si j'osais, je dirais avec le recul qu'un point de vue principalement européen s'y exprimait.

Par une espèce de mouvement de pendule, deux ans plus tard, de retour en Afrique, nous avons débattu à Libreville «sur le devenir et l'insertion professionnelle des diplômés en Lettres, Langues, Arts, Sciences humaines et Sciences sociales », remettant ainsi l'aspect plus utilitaire des études au centre des préoccupations. Même si nous n'en avons pas toujours pleinement conscience, la répartition géographique des thèmes de nos rencontres n'était certainement pas le fruit du hasard, les considérations plus ou moins détachées des contingences matérielles étant bien plus souvent l'apanage des représentants de pays dits riches que de ceux où l'accès à l'emploi est une condition même de survie – quand il ne ressemble pas à l'impossible quête.

Rassurez-vous, je ne vais pas vous infliger ici la longue liste des actions et colloques institutionnels que nous avons organisés par la suite. Pour vous montrer à quel point néanmoins l'opposition entre la conception que je dirai désintéressée des cursus universitaires et l'approche pragmatique a été une constante de ceux-ci, voici le titre de notre colloque consacré à la recherche scientifique à Beyrouth en 2010 : « *Dispositifs et stratégies de valorisation de la recherche pour les facultés d'arts, lettres, sciences humaines et sociales* ». Une des questions-clefs débattue lors de ces jours passionnants a été le devenir du chercheur au-delà de la thèse. Heinz Bouillon se souviendra certainement de l'intérêt qu'avaient suscité ses réflexions et plus encore son analyse concrète des parcours et trajectoires des doctorants de l'UCL. S'appuyant sur un large échantillon de docteurs « Philo et Lettres » issus de son institution, Heinz Bouillon nous avait fait part des différentes suggestions des docteurs en vue de l'amélioration de la formation doctorale. D'une manière tout à fait significative, ceux-ci redoutaient que le doctorat, si intéressant soit-il, ne donne pas nécessairement de meilleures perspectives de débouchés et ils demandaient qu'il soit remédié à cette situation. Voilà qui révèle bien à quel point même chez les chercheurs qui s'attachent à analyser ces merveilleuses choses inutiles et dès lors indispensables que sont nos domaines, on retrouve ce tiraillement entre quête fondamentale et souci du quotidien – après tout, il faut aussi faire bouillir la marmite, alors pourquoi ne pas essayer de joindre l'utile à l'agréable, l'appliqué au fondamental ?

En 2010, la crise économique et financière fait déjà bien des ravages, la situation de l'emploi se détériore dans la plupart des pays occidentaux aussi depuis deux ans et il est parfaitement humain et compréhensible que cela tend à faire aller le balancier dans le sens de l'utile – ne serait-ce que sous la contrainte des angoisses de parents qui veulent être sûrs que leurs rejetons trouvent un emploi au terme du long parcours onéreux que représentent les études universitaires. Depuis lors, nous sommes les témoins de nouvelles modifications dans les parcours académiques, et je pense a posteriori que ce n'est vraiment pas un hasard si c'est à ce moment-là, en 2010 donc, qu'est apparu pour la

première fois dans notre Association ce qui n'était encore aux yeux de bien des auditeurs 'Philo et Lettres' qu'un gros mot : la traductologie. Notre collègue traductrice Mme Kumbaro, devenue entretemps Ministre de la Culture en Albanie, était venue nous entretenir de la « *Valorisation des recherches en traductologie* », un titre impensable quelques années auparavant. D'un coup, cette branche jeune de l'arbre du savoir a fait son entrée dans l'AFELSH, et ce passage reflète tout à fait ce qui se passe au niveau des institutions universitaires internationales.

En effet, quand nous réfléchissons à l'échelle locale, nous voyons des évolutions qui nous paraissent parfois étranges. Ainsi, en Belgique francophone, le décret Paysage de 2013, qui réorganise tout ce qui avait été organisé par le décret Bologne en 2004, fait l'objet d'âpres discussions – dont je ne parlerai pas ici. Mais qu'il soit bien écrit et pensé ou non, équilibré ou non, peu importe, ce décret reflète par sa structuration même de l'enseignement supérieur à bien des égards la question qui nous occupe, nous et tant d'autres : faut-il renforcer le lien entre les formations professionnalisantes et celles qui ne le sont pas (ou pas encore) ? voire fusionner les deux ? Voilà des questions aujourd'hui clairement énoncées ici. En même temps a été voté le décret d'intégration des instituts de traduction et d'interprétation de la Communauté Française dans les universités dès la prochaine rentrée académique. Son corollaire, la transformation du domaine d'études 'Langues et Lettres' en 'Langues, lettres et traductologie' – revoici notre gros mot ! – suscite le malaise auprès de bien des collègues, redoutant de voir rentrer par la fenêtre l'aspect utilitaire des études qu'ils avaient essayé d'empêcher d'entrer par la grande porte, notamment en limitant fortement les finalités spécialisées prévues des 2004.

Participer aux travaux de l'AFELSH a ceci de fascinant que cela empêche de garder cette seule perspective locale. Quand on se rend compte que des pays aussi lointains de la Belgique que le Gabon ou la Palestine, pour ne citer que deux exemples, sont eux aussi en train de créer leur Institut universitaire de traduction/interprétation, on prend conscience que notre question est, en fait, de portée internationale et correspond à un besoin objectif du moment. C'est cette dimension internationale que nous nous proposons d'examiner d'abord dans les deux jours à venir. Nul doute que cela nous permettra de mieux appréhender quelles acceptions différentes les mêmes termes de la vie académique peuvent prendre en d'autres contrées – comprendre cela est un prérequis à toute collaboration internationale efficace et permet ensuite aux différents acteurs institutionnels de positionner en connaissance de cause leurs programmes dans (ou contre, c'est selon) la mouvance internationale. Ensuite, dans un second temps, nous nous attacherons à faire une étude de cas.

En effet, la traduction et l'interprétation sont deux très beaux exemples de cette professionnalisation tant redoutée par certains. Alors qu'en Belgique francophone, elle est vécue par bien des membres des Instituts concernés comme une reconnaissance longtemps attendue de leurs pratiques intellectuelles auto-réflexives, leur entrée à l'université présente nombre de difficultés et de dangers, réels ou supposés, aux yeux des académiques en place. Lors de notre récent séjour au Gabon, nous avons eu l'occasion de nous entretenir des appréhensions des enseignants de traduction et interprétation de l'Université Omar Bongo – pour leur part, ils exprimaient surtout l'espoir de fournir une formation assez proche des nécessités du marché pour garantir des perspectives d'emploi à tous les diplômés et leur crainte de ne pas y parvenir. Gageons que les échanges de ces

prochains jours permettront, par l'exposé d'expériences diverses, de relativiser nos points de vue.

Depuis quelques années, on entend dire très souvent qu'on ne s'enrichit que de ses différences. Cette maxime, nous pouvons la faire nôtre bien évidemment, à la condition cependant de faire l'effort de comprendre en quoi consistent ces différences et ce qui les motive. A partir d'un terme, la professionnalisation, nous allons essayer d'un peu mieux comprendre les évolutions récentes et les changements programmatiques qui se profilent à l'horizon. Devant la qualité et la représentativité des orateurs à notre programme, je ne doute pas que demain soir plus personne ne se posera la question qui a fait le titre du présent exposé.